MEMOIRE PRESENTE

A LA

COMMISSION D'ETUDE SUR LA FORMATION

PROFESSIONNELLE ET SOCIO-CULTURELLE DES ADULTES

PAR LA

DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES PECHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Québec, 1e 1980-12-19

Madame la Présidente
Madame et Messieurs les Commissaires

Dans ce mémoire, il nous importe de faire, et ce très brièvement, une mise en relief de la pratique éducative des agents du ministère de l'Agriculture - missionnaires agricoles, conférenciers agricoles, agronomes - du Québec dans le secteur de la formation agricole des adultes. Ce afin de vous sensibiliser à leur action en éducation des adultes depuis plus d'un siècle.

Par la suite, nous tenterons de faire état de la problématique qui prévaut actuellement dans le secteur de la formation agricole des adultes et de vous faire part de notre réflexion sur les changements à apporter, changements qui, croyons-nous, aideraient peut-être à se sortir d'un certain fouilli administratif.

En fait il s'agit de vous brosser un tableau de l'action andragogique faite par l'Etat, des années passées à aujourd'hui. L'accomplissement de cette action a toujours été, par l'intermédiaire du Ministère, relié au développement de l'agriculture: la Société d'Agriculture du Bas-Canada, le Bureau de l'Agriculture (et la Chambre d'Agriculture) de la fin du siècle dernier, le Département de l'Agriculture et des Travaux publics, le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, le ministère de l'Agriculture, et celui d'aujourd'hui, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Puis il y a eu la création du ministère de l'Education du Québec en 1964, et la création de la Direction Générale de l'éducation permanente (DGEP) en 1966. Ce Ministère est devenu, en formation agricole des adultes, le principal responsable et ce via les Commissions scolaires.

Nous convenons de l'importance d'une telle mise en relief à cause de la perspective dans laquelle doit être menée l'étude de la situation de l'éducation des adultes dans les secteurs de la formation professionnelle et la formation socio-culturelle: "une perspective d'éducation permanente, de changement social et de développement économique"¹.

Brousseau, René, agronome, spécialiste
en sciences de l'éducation
Adjoint au DSP
ITA La Pocatière

René Brousseau

Gauthier, Gilles-J., ingénieur agronome
Directeur du Service pédagogique
ITAA Saint-Hyacinthe

Gilles J. Gauthier

Lacoursière, Jacques, agronome
Directeur du Service pédagogique
ITA La Pocatière

Jacques Lacoursière

Lévesque, Yvon, agronome, spécialiste
en sciences de l'éducation
La Direction de la Recherche et de
l'Enseignement, MAPAQ

Yvon Lévesque

Tremblay, Denyse, géographe,
spécialiste en sciences de
l'éducation
Adjoint au DSP
ITAA Saint-Hyacinthe

Denyse Tremblay

¹ Conseil exécutif, Extrait conforme d'un arrêté en conseil, Décision 80-7, du 80-01-23.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	i
TABLE DES MATIERES	iii
CHAPITRE I	
DU PASSE AU PRESENT: LES DIFFERENTS TYPES D'INTERVENTION DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION AGRICOLE AUX ADULTES	1
1.1 De l'origine à nos jours	1
1.2 Modes d'intervention des agents pédagogiques	3
CHAPITRE II	
LES POUVOIRS D'INTERVENTION DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT A TRAVERS LA LEGISLATION	9
CHAPITRE III	
EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE AUX ADULTES, DE 1966 A CE JOUR	13
3.1 Mise en place des structures	13
3.2 Entente MAC-MEQ	14
3.3 La programmation et les ressources	15
3.3.1 La structure des cours	15
3.3.2 Un premier matériel audio-visuel	15
3.3.3 Les moniteurs-animateurs	16
3.4 Evolution des besoins	16
3.5 Réorientation de la formation	18
3.6 Les institutions de formation	19
CHAPITRE IV	
EXPOSE DE LA SITUATION ET PROBLEMATIQUE	21
4.1 Préliminaires	21
4.2 Exposé de la situation dans les instituts	22
4.3 La problématique	23

CHAPITRE V	
RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION	31
5.1 Recommandations	31
5.2 Conclusion	32
BIBLIOGRAPHIE	33
ANNEXE I	35

CHAPITRE I

DU PASSE AU PRESENT: LES DIFFERENTS TYPES D'INTERVENTION
DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION AGRICOLE AUX ADULTES1.1 De l'origine à nos jours

Il y avait déjà, bien avant que la profession des agronomes fut reconnue en 1913, un groupe d'hommes habilités à former les agriculteurs. Les lectures faites sur le sujet confirment que la formation agricole des adultes se faisait dans une perspective de changement social et de développement économique. Il y avait, parmi les gens du milieu rural d'alors, une prise de conscience du besoin réel d'un agent pédagogique. L'apparition du groupe d'agronomes pourrait se traduire comme suit: "Les définisseurs d'une situation et les animateurs d'un milieu"¹.

Dans le rapport du ministère de l'Agriculture de 1913, il est écrit "...il y a trop peu de cultivateurs qui se déplacent pour assister aux expositions, aux démonstrations, aux conférences. Nous avons décidé d'aller au devant d'eux, sur leurs fermes, afin qu'aucun ne puisse avoir le moindre prétexte pour ne pas faire de progrès et ne pas adopter les meilleures méthodes de cultures"².

"Les premiers agronomes officiels sont une intention pédagogique" et "cette intention relève aussi d'un modèle pédagogique particulier: l'animation, c'est-à-dire l'introduction dans le milieu d'un agent pédagogique"³.

1 Hamelin Jean, Koby Yves, Histoire économique du Québec; 1831 à 1896, Montréal, Fides, 1971, page 186.

2 Ministère de l'Agriculture de la Province de Québec, Rapport annuel, 1913, page 5.

3 Jean Bruno, Les idéologies éducatives agricoles, (1860-1890) et l'origine de l'agronomie québécoise. Cahiers de l'Institut supérieur des sciences humaines. Collection étude du Québec, no 7, Université Laval, 1977, pages 7 et 8.

A cette époque, Jean-Charles Magnan avait bien saisi ce rôle de définisseurs d'une situation, d'animateurs, d'agents pédagogiques lorsqu'il affirme: "L'agronome peut sonder, aider, surveiller, mais ne peut remplacer l'âme dirigeante, l'homme responsable du petit groupe local auquel il confie la tâche du fonctionnement d'un organisme de restauration agricole... Pour l'élite rurale, créons des milieux de formation, faciles d'accès, dans leurs propres régions"¹.

Enfin, l'intention éducative est clairement exprimée dans le texte de loi instituant la profession d'agronome: "Exerce la profession d'agronome au sens du présent article quiconque s'adonne, par profession et moyennant rémunération à l'enseignement, à la vulgarisation ou à l'expérimentation des principes, des lois, des procédés soit de la culture, soit de la production..."².

Notons que dans une terminologie plus récente nous traduirions ce qui précède par des termes tels que l'agronome - la personne-ressource et l'agriculteur - le s'éduquant, puisqu'il s'instruit lui-même par son milieu.

Toupin résume cette intention éducative quand il écrit: "Quant on examine, dans ce secteur, les divers modes d'action agronomique, on peut les ramener tous à deux: l'action par la voie de l'enseignement théorique et l'action par la voie de l'enseignement appliqué"³.

Enfin de ce qui précède, il ressort que toutes les actions attribuées aux agents pédagogiques agricoles (missionnaires agricoles, conférenciers agricoles, agronomes) confèrent à ces derniers un rôle de formateurs d'adultes puisque cette action se veut constamment dans une perspective de changement social.

1 Le journal Le Lien, déc.-janv. 1929-1930, page 135.

2 Loi constituant la Corporation des agronomes de la province de Québec, 1942, article 39, 2ième paragraphe.

3 Toupin Gustave, Evolution de l'action agronomique depuis 1912, Vol. VI, 1949, page 258.

Pour démontrer comment ces agents de changement qui se sont succédés ont matérialisé cette intention pédagogique, examinons de près leurs manières de faire pour atteindre des résultats désirables.

1.2 Modes d'intervention des agents pédagogiques

En 1847, la Société d'Agriculture du Bas-Canada se donnait un long programme dont un des articles principaux était la publication d'un journal pour l'enseignement théorique. Il s'agissait d'établir la communication d'individu à individu. Les gens allaient apprendre des choses par ce moyen.

Le Journal d'Agriculture a été dans notre province la première forme d'enseignement de l'agriculture¹, et la Chambre d'Agriculture a maintenu ce journal par la suite. A cette époque il s'agissait de la traduction du journal anglais, le "Canadian Agricultural Journal".

La raison d'être même du journal fut le relèvement agricole car à l'époque l'agriculture manifestait de grands signes de faiblesse. La seule opération de qualité efficace pour s'engager dans un changement social et économique réel était une action de formation agricole auprès des agriculteurs. Il fallait choisir des méthodes pour apprendre des choses aux gens, des moyens de communication. Le journal sert donc de véhicule par lequel la culture est transmise. Par exemple, outre les conseils sur les différentes cultures: blé, pomme de terre, lin, chanvre, tabac etc., sur l'emploi des engrais, les façons culturales, la rotation des récoltes, chaque numéro transmet de l'information et fait un travail de sensibilisation gravitant autour des grandes questions suivantes:

- l'enseignement de l'agriculture dans les écoles primaires
- la fondation d'écoles d'agriculture
- l'établissement de fermes-modèles
- une association de crédit agricole.

1 Perron, Marc-A., Un grand éducateur agricole, Edouard-A. Barnard, 1835-1898, Essai historique sur l'agriculture de 1760 à 1900, Thèse présentée pour l'obtention d'un doctorat, Université Laval 1955, page 59.

Nous pouvons croire que cette méthode permet une action concrète efficace puisque la réaction des gens au message ne tarde pas. La communication n'est pas à sens unique. Par exemple, comme suite au but invoqué à l'appui des associations de crédit agricole (mettre l'agriculture sur le même pied que le commerce et l'industrie, empêcher l'exode rural en dirigeant l'argent vers la terre), il est réclamé, par les agriculteurs, leur protection contre l'envahissement des marchés par les produits américains, l'aide du Gouvernement dans l'organisation d'expositions agricoles...

Un autre exemple de changement social important réalisé, comme suite au travail de sensibilisation fait par le journal, est l'école de Laiterie de Saint-Hyacinthe. Elle est réclamée en 1881, dans le Journal d'Agriculture, pour améliorer la production des 200 fabriques de beurre et de fromage qu'il y avait alors dans la province. Un système de fabriques-modèles et d'inspection s'était développé à défaut d'école centrale pour les fabricants. De 1853 à 1868, la Revue Agricole remplacera le Journal d'Agriculture (le Canadian Agricultural Journal).

L'abbé Pilote de Ste-Anne de la Pocatière fonde en 1861 la Gazette des Campagnes. Trente-quatre années durant, Firmin Proulx devait remplir le rôle de missionnaire agricole en devenant le rédacteur de la Gazette des Campagnes. Cette revue, bi-mensuelle jusqu'en 1867, devient hebdomadaire par la suite. Elle offrait à ses lecteurs une causerie agricole sur la plupart des sujets intéressant la production des végétaux - fertilisation, semence, drainage, etc. - ou l'élevage - élevage du mouton, soin des chevaux, etc.-

Bien d'autres journaux agricoles ont paru plus ou moins longtemps dans la province: le Colonisateur, le Canadien, le Cultivateur, le Défricheur. Sans oublier tous les principaux journaux qui publiaient des chroniques agricoles: le Journal de Québec, la Minerve, le Nouveau-Monde, l'Avenir, le Courrier de Montréal ... On y retrouvait des "conversations sur l'agriculture"¹.

1 Perron Marc-A., Ibidem, page 83.

Enfin soulignons qu'à partir de 1879 l'Etat confirmait la constance qu'il devait y avoir dans le moyen d'intervention choisi pour communiquer avec les cultivateurs puisqu'il y eût un arrêté en conseil au début de 1879 qui chargeait le directeur de l'Agriculture¹ - Edouard-A. Barnard - de la rédaction ainsi que de la direction générale de l'administration des journaux. Ce dernier se voyait déchargé de toute autre occupation. La devise du Journal d'Agriculture serait alors: "La Science en peu de mots; la pratique la plus profitable"². Edouard-A. Barnard était à l'emploi exclusif de l'Etat.

Cette manière de faire demeure. Les revues telles que "la Terre de chez nous", "le Bulletin des Agriculteurs" nous font voir la longévité de ce moyen d'action et nous savons que les grands journaux et les hebdomadaires régionaux réservent toujours des pages ou des chroniques agricoles. Nous pensons au Devoir, à la Presse, au Soleil... et à l'Action Catholique d'hier.

Les journaux agricoles ne pouvant rejoindre tous les groupes de gens en agriculture - d'aucuns étant illettrés - d'autres moyens ont été utilisés.

Les conférences agricoles deviennent une formule d'enseignement fort populaire tout comme les cercles agricoles. On raconte qu'au début du siècle, durant 12 mois, "Onze conférenciers ont tenu 491 assemblées auxquelles ont assisté 45 000 personnes"³. Nous parlons donc d'une moyenne de 93 personnes par réunion.

L'enseignement agricole se fait donc dans les écoles primaires pour les plus jeunes, dans les écoles d'agriculture pour les jeunes gens, et pour les adultes, cet enseignement se fait par les journaux, les concours et les conférences. Les formules sont souples, et adaptées à leurs besoins: le ministère de l'Agriculture confie à certains de ses employés, la tâche de formateurs itinérants parcourant la campagne et instruisant les cultivateurs sur les problèmes techniques de leur occupation. C'est là un mode d'école qui contribue à l'organisation agricole sur une base paroissiale: les cercles agricoles.

1 Note: le directeur de l'Agriculture était un fonctionnaire de l'Etat.

2 Perron, Marc-A., Ibidem.

3 Perron, Marc-A., Ibidem, page 123.

Plus tard, en 1893, il y a une loi qui reconnaît officiellement les cercles agricoles¹ et aux réunions du cercle il doit y avoir une séance d'étude ou une conférence sur un sujet agricole. De plus pour avoir droit à un octroi, le cercle doit tenir à chaque année au moins deux assemblées pour étudier et discuter les intérêts agricoles de la localité. Cette loi permettrait à toute personne compétente invitée par le cercle de donner une conférence. Les cercles agricoles, formule de propagande agronomique, ont beaucoup contribué à la formation agricole des adultes et au véritable progrès agricole. C'est à eux que l'industrie laitière doit la plus grande part de son développement.

Dans un texte intitulé "Les cercles d'étude, description et évolution de l'expérience originale d'éducation des adultes en Scandinavie"² on traite de la formule des cercles d'études scandinaves. Pour ceux qui sont familiers avec la formule des cercles agricoles, le rapprochement se veut sans hésitation aucune surtout au niveau de la caractéristique même de la formule: "Une approche non-scolaire d'auto-formation en petits groupes dont l'animateur joue un rôle d'organisateur et de guide"³.

Avec la technologie moderne, des émissions de radio et télévision prennent la relève.

Sous la Commission Canadienne de la Radio - devenue Radio-Canada en 1938 - le programme "La Renaissance campagnarde" diffuse la technique agricole auprès des agriculteurs. Ce programme agricole devient par la suite le "Réveil rural", dont les paroles du thème sont du poète Alfred Desrochers et la musique de monsieur Oscar O'Brien. Outre l'objectif de diffuser la technicité agricole, ce programme sous-tend un objectif relié au niveau du savoir-être: mousser chez les agriculteurs la fierté agricole.

1 Bruno Jean explique dans sa thèse que les premiers cercles agricoles datent de l'établissement de la Semaine agricole, en 1869, et qu'à l'époque on les appelait club agricole; il s'agissait là d'un nouveau modèle d'action pédagogique. Page 67 et page 143.

2 L'Institut Canadien d'Education des Adultes, Bulletin de liaison, volume 3, no. 4, sept. 1979.

3 L'Institut Canadien d'Education des Adultes, texte présenté au 3e congrès du Conseil international de l'éducation des adultes. 1979.

Ce sont les pressions exercées auprès de Radio-Canada par certains membres de la Société du Réveil rural¹ qui ont donné naissance à ce programme radiophonique. Puis soulignons qu'avant cela, la radiophonie rurale avait lieu: CHGB de La Pocatière diffuse un programme intitulé "Au trait carré" (1934-1935) et CKAC communique aux agriculteurs la publicité agricole, l'annonce et les conférences agricoles. Maintenant plus près de nous, des programmes tels que "d'un Soleil à l'autre" et la "Semaine Verte" (TV) portent, d'une autre manière, la science agronomique aux quatre coins du pays.

Outre le journalisme agricole, les conférences agricoles, les cercles agricoles, la radiophonie rurale, il serait intéressant que nous arrêtions aussi notre réflexion à d'autres modes d'intervention utilisés en formation agricole des adultes. Cependant si nous voulons que chacune des parties "du quoi dire"² de notre mémoire prenne des proportions raisonnables, nous nous contenterons d'en glisser un mot seulement.

Le concours (ex: concours de labour), le mérite agricole, l'exposition agricole, la soirée d'étable, les cliniques d'élevage, les journées de champs et la semaine du cultivateur sont des formules d'enseignement qui font aussi appel aux meilleurs agriculteurs, donc à l'enseignement par les pairs, d'où l'émulation. Tous ces modes d'intervention ont pour effet de mettre en contact les agriculteurs d'une même région ou de régions diverses.

Et puis, il y a eu aussi des tentatives de fermes-écoles ou de fermes-modèles. Les écoles d'agriculture³ elles-mêmes sont devenues un moyen d'intervention auprès des adultes des secteurs agricole et para-agricole par des rencontres organisées sur des sujets précis. La ferme expérimentale et la ferme de démonstration méritent aussi d'être soulignées comme étant une action andragogique auprès des agriculteurs.

1 Société bénévole qui a existé deux (2) années durant; Albert Rioux, sous-ministre d'alors, monsieur Bovey, professeur de McGill en font entre autres parti.

2 Note: référence au dossier "Plan de travail et intentions de la CEFA", partie 5 section 3, Quoi dire dans votre mémoire.

3 Celle de Ste-Anne de La Pocatière fut établie en 1859; l'Assomption, 1866; l'Ecole d'Agriculture des Trappistes de Oka, en 1893.

Nous utilisons encore aujourd'hui certaines des formules qui avaient cours au siècle dernier; elles intéressent toujours parce qu'elles rejoignent les gens et qu'elles donnent des résultats.

Enfin nous ne prétendons pas faire un inventaire exhaustif des façons de faire en enseignement agricole mais nous voulons simplement attirer votre attention sur la pratique éducative reliée au secteur bien précis de l'Agriculture.

CHAPITRE II

LES POUVOIRS D'INTERVENTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT A TRAVERS LA LEGISLATION

Si l'on considère l'enseignement agricole du point de vue des textes de loi, nous remarquons que la mention d'enseignement agricole se retrouve dans trois textes de loi: la loi de l'Instruction publique, la loi du ministère de l'Agriculture et la loi sur l'Ecole de laiterie et les Ecoles moyennes d'agriculture.

Une étude chronologique des textes de loi susmentionnés nous indique qu'en 1887, le Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation avait pour fonctions, pouvoirs et devoirs entre autres:

"Le contrôle et la surveillance des écoles ou collèges d'agriculture, fermes modèles ou sociétés de colonisation recevant une allocation du gouvernement, sociétés d'agriculture, d'horticulture et institutions d'enseignement agricole"¹.

Bien que la société laitière de la province de Québec et les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage existent depuis de nombreuses années, ce sera le 19 mars 1921 que la loi relative à l'établissement et au maintien d'une Ecole de laiterie et d'Ecoles moyennes d'agriculture sera sanctionnée.

"Le Ministre peut établir et maintenir dans la province, une école de laiterie, sous le nom de l'Ecole de laiterie de la province de Québec et, en tout endroit dans cette province, des écoles moyennes d'agriculture. Ces écoles sont sous son contrôle et sous sa direction.

1 1887, 50V., Chap. 7, s4.

Le Ministre de l'Agriculture peut acheter ou louer des terrains et y faire toutes les constructions et additions nécessaires. Le Ministre peut autoriser toutes les dépenses nécessaires à la mise en opération et au maintien de telles écoles.

Une somme de cinquante mille piastres est affectée, à même le fonds consolidé du revenu, aux dépenses mentionnées dans la présente section"¹.

Au fil des années, quelques modifications ont été apportées à ce texte de loi en précisant les pouvoirs du ministère de l'Agriculture relativement à ces écoles.

"Le Ministre de l'Agriculture peut établir et maintenir une école de laiterie, sous le nom de l'Ecole de laiterie de la province de Québec, et, en tout endroit du Québec, des écoles moyennes d'agriculture. Ces écoles sont sous son contrôle et sous sa direction.

"Le Ministre de l'Agriculture a le pouvoir de faire des règlements, de les amender ou de les abroger:

- a) Pour nommer le personnel enseignant, parmi lequel il choisira un directeur, et pour établir les qualifications requises des professeurs;
- b) Pour fixer les conditions d'admission à ces écoles;
- c) Pour établir un système d'examens et pour nommer un ou des examinateurs;
- d) Pour établir le programme des études;

1 1921, 11 Geo. V., c.39 a.1.

e) Pour autoriser le directeur à émettre, sur la recommandation du bureau des examinateurs, à tout candidat ayant réussi dans ses examens, un certificat de compétence ou un diplôme permettant au porteur d'être employé dans toute fabrique ou dans toute industrie où ce certificat de compétence ou ce diplôme peut être requis.

Le Ministre de l'Agriculture peut acheter ou louer des terrains et y faire toutes les constructions et additions nécessaires"¹.

Dans le but de promouvoir l'instruction agricole, on retrouve, à certaines occasions, des lois par lesquelles des sommes d'argent sont accordées au ministère de l'Agriculture. A titre d'exemple, nous pouvons citer la loi sanctionnée le 4 avril 1929 - loi accordant un certain octroi pour promouvoir l'instruction agricole -, cette loi prévoit que:

"Attendu que l'instruction agricole, scolaire et post-scolaire, sous ses différentes formes, est essentielle au développement de l'agriculture; Attendu qu'il y a lieu d'aider davantage au développement de l'instruction agricole; A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Un montant de cinq cent mille dollars est affecté à l'instruction agricole, au perfectionnement des écoles d'agriculture, à l'établissement de nouveaux bureaux d'agronomes, à l'établissement de fermes de démonstration, à l'organisation de cours abrégés agricoles et à toutes autres fins d'éducation et de

1 Loi refondues 1977, Chap. E-1 loi sur l'Ecole de laiterie et les Ecoles moyennes d'agriculture.

démonstration. Ce montant est payé par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu au ministère de l'Agriculture sur arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil"¹.

La loi actuelle du ministère de l'Agriculture confère encore au ministre de l'Agriculture les mêmes fonctions, pouvoirs et devoirs que la loi de 1887.

"les fonctions, pouvoirs et devoirs du Ministre sont les suivants:

4e) la surveillance des écoles ou collèges d'agriculture, des fermes modèles, des manufactures de sucre de betterave et des sociétés de colonisation recevant une subvention du gouvernement, des comités permanents d'expositions agricoles, des sociétés d'agriculture et d'horticulture, des cercles agricoles et des institutions d'enseignement agricole"².

1 1929, 19 Geo. V., chap. 2

2 SR. 1964, C.101, a.2.

CHAPITRE III

EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE AUX ADULTES, DE 1966 A CE JOUR

3.1 Mise en place des structures

En 1966, la Direction générale de l'éducation permanente (DGEP) est mise en place au ministère de l'Education (MEQ). Dès sa création cette direction décèle l'importance d'organiser des cours de perfectionnement dans un secteur important de l'économie du Québec, l'agriculture. Elle retient donc les services d'un agronome qui avait fait carrière dans l'enseignement et l'administration. Comme il a déjà été souligné dans un chapitre précédent, le ministère de l'Agriculture s'est toujours soucié, au moyen de différentes formules, de donner de la formation aux agriculteurs.

C'est pour profiter de cette expérience, de plus d'un siècle, que la DGEP se dote d'un comité qui la conseillerait sur les orientations à donner à son programme général de perfectionnement en agriculture¹. Ce comité, intitulé "Comité consultatif de la formation professionnelle agricole aux adultes" et composé d'un représentant du ministère de l'Agriculture, de l'Union catholique des cultivateurs - devenue l'Union des producteurs agricoles - et du ministère de l'Education, est à l'origine de la première structure des programmes d'enseignement agricole offerts par la Direction générale de l'éducation permanente. Considérant le rôle important que joue ce comité et devant l'évolution constante de l'enseignement agricole aux adultes, le ministère de l'Education en élargit progressivement les cadres, et invite d'autres organismes à y déléguer un représentant.

1 Formation d'un comité consultatif au niveau provincial pour l'élaboration de cours postsecondaires agricoles (MEQ-26 octobre 1966).

En plus des représentants des organismes mentionnés plus haut, on y retrouve maintenant ceux de l'Ordre des agronomes du Québec, de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, du Collège Macdonald, des commissions scolaires francophones, des commissions scolaires anglophones, des collèges d'enseignement général et professionnel. Ce comité demeure toujours très actif. En mai dernier, il présente à la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) un document contenant des recommandations pour une nouvelle relance de cette formation¹. Une de ces recommandations se lit comme suit "que la DGEA travaille à l'établissement d'une entente M.A.P.A.Q.-MEQ pour l'utilisation des ressources humaines du M.A.P.A.Q. et qu'à cette fin elle engage immédiatement toutes les démarches possibles et auprès de tous les organismes impliqués pour que cette entente soit signée au plus tôt".

3.2 Entente MAC-MEQ

Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation (MAC) et le ministère de l'Education, conscients de leur rôle respectif de formation auprès des agriculteurs et que leurs actions en cette matière ne peuvent se dissocier, signent, pour une année, le 10 janvier 1968 une entente qui délimite la responsabilité de chacun et établit la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation². Cette entente n'a pas été renouvelée officiellement. Cependant, on peut dire qu'elle existe d'une façon informelle et la participation des effectifs du M.A.P.A.Q. est laissée au bon vouloir du responsable de chaque entité administrative. C'est cette entente que ce comité consultatif désire voir renégocier³.

-
- 1 Rétrospective de la formation professionnelle agricole et des actions de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) depuis 1974 et les recommandations du comité consultatif (MEQ, mars 1980).
 - 2 Entente 1967-68 entre le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et le ministère de l'Education sur les cours de formation professionnelle aux adultes, option agricole, organisés par les C.S.R. (MEQ, janvier 1968).
 - 3 Note: un comité ad hoc, composé de représentants du M.A.P.A.Q. et du MEQ, a été mis sur pied récemment pour proposer un nouveau protocole d'entente.

3.3 La programmation et les ressources

3.3.1 La structure des cours

Sauf les quelques centaines de diplômés annuels des écoles moyennes et régionales d'agriculture, les agriculteurs n'ont pas reçu de formation initiale en agriculture. Il a donc fallu procéder à une structure de programmes qui pallie rapidement à cette lacune. Il est donc décidé de subdiviser en cinq blocs l'ensemble du minimum de connaissances professionnelles que doit posséder l'agriculteur:

- la formation sociale et économique;
- l'administration de l'entreprise agricole;
- les productions végétales;
- les productions animales;
- le génie rural.

Le contenu de ce dernier bloc est, par la suite, fusionné aux blocs productions végétales et productions animales.

3.3.2 Un premier matériel audio-visuel

Tout va assez bien durant la première année d'opération, 1967-68. Les professionnels du MAC (agronomes et vétérinaires) suffisent tant bien que mal à satisfaire aux besoins des quelques centaines d'agriculteurs inscrits aux cours. Mais en 1968-69 la clientèle prévue se fixe à plus de quatre mille. On se rend vite compte que le personnel du MAC et celui des autres organismes agricoles et para-agricoles ne peuvent suffire à la tâche. C'est alors que pour réduire les effets de la pénurie de personnel enseignant qualifié on songe à préparer un matériel didactique qui permettra d'atteindre le plus d'agriculteurs possible.

Le gouvernement, par la création du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec, considère cette région pour l'essai de différentes expériences d'animation et de formation, se prête bien à cette opération. A l'hiver 1969, Radio-Québec, installé à Rimouski, enregistre en direct, sur ruban magnétoscopique, les cours donnés en classe. Ce

matériel est par la suite visionné par d'autres groupes d'agriculteurs animés par des moniteurs-animateurs agricoles. Un nouveau mode d'enseignement vient de naître.

3.3.3 Les moniteurs-animateurs

Les moniteurs-animateurs agricoles sont des agriculteurs sélectionnés à partir de certains critères. Ils reçoivent, à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval pour les francophones et au Collège Macdonald pour les anglophones, une formation dans les techniques d'animation et dans la discipline où ils ont à animer. Leur principale tâche consiste, à partir du visionnement de la leçon enregistrée, à faciliter les échanges chez un groupe d'agriculteurs dont ils ont la responsabilité. Un professionnel de l'agriculture supervise les animateurs et répond aux interrogations qui se dégagent de la discussion.

Ce premier matériel est refait selon les règles de l'art dans les studios de Montréal de l'Office de la radio et de la télévision du Québec durant les années 1970 à 1973. Le ministère de l'Agriculture y apporte une collaboration constante en fournissant le budget pour la rédaction d'un bon nombre des textes qui servent aux scénarios des cent vingt-cinq leçons qui sont enregistrées sur rubans magnétoscopiques. Il prête de plus les services de deux agronomes qui agissent à titre de conseillers techniques et pédagogiques. Chaque leçon enregistrée est assortie d'un document d'accompagnement¹. L'enseignement des premiers chapitres des connaissances de base en agriculture cède peu à peu la place à des cours de formation dans des productions spécialisées.

3.4 Evolution des besoins

En même temps que se produit ce changement dans la programmation, on constate une baisse de la clientèle². En 1970-71, on dénombre 7 347 élèves adultes inscrits aux "blocs agricoles" et 543 dans les spécialités. La proportion élèves adultes "blocs agricoles" et "spécialités"

1 Méthodologie utilisée au Québec pour l'enseignement aux adultes. (Conférence présentée par Yvon Lévesque au congrès de l'Institut canadien d'éducation des adultes tenu à Ottawa en février 1976)

2 Rétrospective de la formation professionnelle agricole et des actions de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) depuis 1974 et les recommandations du comité consultatif (MEQ, mars 1980).

s'est modifiée au cours des années pour atteindre, en 1977-78, un nombre de 715 élèves adultes sur les "blocs" par rapport à 6 285 élèves adultes dans les spécialités.

Il faut noter que le nombre d'élèves adultes a diminué d'environ 12 à 15% entre 1970-71 et 1977-78 alors que le nombre de jours-élèves financés est pratiquement divisé par trois. Cela signifie que les agriculteurs participent de plus en plus à des formations de courte durée, ce qui convient beaucoup mieux à leur disponibilité.

Inévitablement, les exigences d'organisation de la formation professionnelle agricole ont augmenté considérablement pour les institutions d'enseignement surtout dans un contexte où le manque de formateurs compétents pour dispenser une formation professionnelle agricole de qualité demeure un problème à résoudre pour la DGEA.

Cette augmentation croissante des exigences d'organisation de la formation agricole ne s'est pas accompagnée d'un accroissement de ressources correspondant aux institutions d'enseignement. En effet, le mode d'allocation des ressources de la DGEA est basé sur le volume d'activités de l'institution. Cela amène les institutions à négliger la formation professionnelle agricole par rapport à d'autres secteurs de formation où les plans de formation sont de longue durée i.e. représentent des volumes intéressants d'heures-groupe de formation.

En 1978-79, seulement 40 élèves adultes s'inscrivent à des "blocs agricoles". C'est l'année où le gouvernement fédéral décide d'abroger les allocations pour les travailleurs autonomes, y compris les agriculteurs. Cette décision gouvernementale a un impact considérable sur les activités de formation des agriculteurs. Les allocations sont une compensation aux dépenses encourues pour participer aux cours de formation agricole et constituent en quelque sorte une assurance contre les risques inhérents à des négligences obligatoires sur l'entreprise agricole lorsque des agriculteurs participent à des cours de formation à plein temps. En outre, les allocations comblent partiellement un manque à gagner dans

l'exploitation agricole étant donné l'absence de l'agriculteur, main-d'oeuvre dans l'entreprise.

Les cours à temps partiel n'ont pu réellement jusque là compétitionner la formation à temps plein, de courte durée, qui profite d'allocation de formation. Ainsi de 1973-74 à 1978-79, la moyenne annuelle du volume d'activités de formation professionnelle agricole à temps partiel est d'environ 2 200 heures d'enseignement, soit l'équivalent de 366 jours-élèves, comparativement au volume d'activités pour la même formation à temps plein qui s'élève à une moyenne annuelle de 146 895 jours-élèves avec allocation de formation.

3.5 Réorientation de la formation

La formation professionnelle agricole connaît en 1979-80 une réorientation majeure suite à une décision de la DGEA de réserver des budgets spécifiquement pour la formation à temps partiel des agriculteurs. Ainsi pour l'automne 1979, les activités de formation à temps partiel auprès des agriculteurs atteignent 72 000 heures-élèves de formation alors que pour la formation à temps plein on a 12 000 jours-élèves de financés, soit l'équivalent de 72 000 heures-élèves à temps partiel.

C'est une première au niveau du temps partiel. Cependant, on constate des difficultés qu'il faudra rapidement surmonter par une organisation mieux structurée dans le secteur de la formation professionnelle agricole. En effet jusqu'ici, d'une façon générale, les Centres d'emploi et d'immigration du Canada (CEIC) et les Centres de formation professionnelle (CFP) n'ont pas pénétré dans le milieu agricole, comme ils l'ont fait pour le milieu urbain. Ils ne sont pas en mesure d'établir un véritable inventaire annuel des besoins. Par ailleurs, les comités agricoles régionaux sont très hétérogènes dans leur conception, leur rôle et leur dynamisme. Dans l'état actuel des choses, ces derniers ne peuvent assumer un inventaire adéquat des besoins.

Etant donné que les allocations de formation étaient une mesure qui incitait les agriculteurs à aller exprimer leurs besoins de formation auprès des CEIC et des CFP et qu'elles n'existent pratiquement plus, il est urgent de mettre en place une organisation adéquate pour établir l'inventaire des besoins. Une telle organisation pour la cueillette des besoins de formation des agriculteurs va permettre de rejoindre chaque agriculteur non seulement pour connaître ses besoins mais aussi pour lui communiquer les possibilités de formation.

3.6 Les institutions de formation

Le ministère de l'Education a la responsabilité, par ses instances décentralisées, de répondre aux besoins de formation qui sont inventoriés. Ce sont surtout les commissions scolaires qui sont chargées de satisfaire à l'attente des agriculteurs désireux de se perfectionner dans leur profession. Comme il a été dit plus haut, la participation et le rôle du ministère de l'Agriculture, à tous les paliers de l'organisation, a été un élément déterminant et important au succès de cet enseignement.

L'Ecole supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et l'Institut agricole d'Oka avaient, depuis plusieurs décennies, offert des cours aux agriculteurs en collaboration avec le ministère de la Jeunesse. L'expérience acquise par les professeurs de ces institutions, devenues instituts de technologie agricole, ne peut se dissiper. Les instituts de La Pocatière et de Saint-Hyacinthe, par l'intermédiaire des commissions scolaires, poursuivent cette vocation en formation agricole aux adultes.

On voit donc les instituts de technologie agricole offrir des cours de perfectionnement aux adultes dans des domaines spécialisés de la production et de la transformation des produits agricoles. La liste de ces titres s'est allongée pour former un éventail de plus de quarante cours.

Durant l'année 1979-80, 1523 étudiants adultes se sont inscrits aux instituts de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et de La Pocatière

à vingt-six programmes différents, totalisant ainsi 17 484 jours-élève (temps plein et temps partiel), soit l'équivalent de 109 élèves réguliers. Cet enseignement s'est donné soit en collaboration avec les commissions scolaires Yamaska et Pascal Taché pour le PFMC, soit par l'utilisation des propres ressources des instituts.

On trouvera aux annexes 1, 2, 3 et 4 le détail concernant les cours aux adultes qui se sont donnés dans chacun des deux instituts de technologie agricole depuis 1963, les réalisations de l'année 1979-80 et les prévisions pour 1980-81.

Dans les toutes premières années de l'éducation des adultes, la participation du ministère de l'Agriculture, bien que non officielle, à tous les stades d'opération de cette formule d'enseignement agricole - inventaire des besoins, organisation des cours, enseignement - se vérifie par le dynamisme et le nombre de la clientèle (296 200 jours-élèves à temps plein en 1973-74). Mais, la mise en place d'un mécanisme opérationnel des plus compliqué, au niveau gouvernemental, a multiplié les intervenants tout en ignorant la responsabilité et l'expertise du ministère de l'Agriculture dans ce secteur d'activités économique du Québec. Cette absence du MAQ et d'autres causes ont eu des retombées négatives certaines, puisque en 1979-80, seulement 12 025 jours-élèves à temps plein en formation agricole aux adultes ont été donnés au Québec.

Ce résumé des activités de formation et de perfectionnement agricoles aux adultes de 1966 à 1980, bien que bref, se veut le plus précis possible.

CHAPITRE IV

EXPOSE DE LA SITUATION ET PROBLEMATIQUE

4.1 Préliminaires

Vous comprendrez que la problématique que nous allons exposer sera relative au rôle que jouent les Instituts dans la formation professionnelle aux adultes, dans le secteur agricole et agro-alimentaire depuis plusieurs années; et au rôle qu'ils désirent exercer à l'avenir.

Actuellement les Instituts sont rattachés administrativement au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (M.A.P.A.Q.) et sont soumis à toute la réglementation et la procédure administrative et budgétaire en vigueur dans un ministère.

Cette situation d'appartenance à un ministère ne permet pas à la Direction générale de l'éducation des adultes de verser directement à un autre ministère, le M.A.P.A.Q., des sommes d'argent pour lui permettre d'offrir des services aux adultes.

Cet état de fait nous oblige à ajouter la C.S.R. comme un intermédiaire de plus dans la jungle administrative¹ qui existe déjà dans le domaine de la formation professionnelle aux adultes. Il n'est pas de notre intention de faire un long exposé sur la situation administrative qui prévaut dans le secteur de l'éducation des adultes que vous connaissez très bien. Cependant, nous sommes parfaitement d'accord avec le rapport du Conseil supérieur de l'Education qui mentionne qu'il y a trop d'intervenants dans la formation des adultes, surtout que nous avons un intervenant supplémentaire, la commission scolaire.

1 La jungle administrative du programme de formation professionnelle des adultes, Conseil supérieur de l'Education, document inédit, 7 décembre 1978.

4.2 Exposé de la situation dans les instituts

Les instituts dispensent actuellement des enseignements aux adultes dans le cadre du programme de formation de la main-d'oeuvre du Canada (PFMC), en passant par l'intermédiaire de la commission scolaire régionale Yamaska pour l'ITAA de Saint-Hyacinthe et de la commission scolaire régionale Pascal Taché pour l'ITA de La Pocatière. Cela veut dire que les cours, dispensés par les instituts dans le cadre du PFMC, apparaissent officiellement au crédit des deux CSR mentionnées, et que les montants d'argent sont versés aux CSR pour les cours dispensés par les instituts.

Le rôle de l'ITAA dans les cours offerts aux adultes dans le cadre du PFMC se décrit comme suit:

- L'ITAA participe à l'évaluation des besoins en collaboration avec les organismes ou associations demandeurs;
- L'ITAA élabore le contenu des programmes et des cours qui lui sont confiés et s'occupe de toute l'organisation scolaire reliée à ces cours;
- L'ITAA reçoit les demandes d'admission, s'occupe de la sélection des candidats (cette sélection est faite par un comité qui comprend toujours le représentant de la commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada ainsi qu'une ou deux personnes du secteur d'activité concerné);
- L'ITAA prend en charge le recrutement des formateurs, l'encadrement et le développement pédagogiques de ces derniers;
- L'ITAA est responsable de l'inscription, de l'évaluation de l'apprentissage et de la certification.

En conclusion, l'ITAA assume l'entière responsabilité des cours qui sont sous sa responsabilité et financés dans le cadre du PFMC via la CSR Yamaska. Cependant, l'ITAA offre d'autres cours à temps partiel aux adultes qui sont entièrement financés par le M.A.P.A.Q.

Le rôle de l'ITA de La Pocatière, dans le cadre des cours à recrutement provincial (vachers...), est le même que celui de l'ITAA de Saint-Hyacinthe.

Cependant l'ITA de La Pocatière, de son côté, offre des cours répondant principalement aux besoins des agriculteurs, alors que l'ITAA de Saint-Hyacinthe dispense des cours à des agriculteurs spécialisés dans des productions et à des personnes travaillant dans les services agricoles et para-agricoles ou dans les industries de transformation.

L'ITA de La Pocatière collabore à d'autres cours de production agricole à caractère régional. Dans le cadre de ces cours l'institut n'intervient qu'au niveau du contenu des cours et de l'encadrement pédagogique.

L'ITA, à même ses budgets, offre différents cours ou cliniques qui ne sont pas financés dans le cadre du programme PFMC. C'est sa façon de répondre aux besoins du milieu agricole exprimés par les cercles agricoles, les associations d'éleveurs et les conseillers agricoles. Ces demandes qui répondent généralement à une politique du M.A.P.A.Q. ou à un désir d'un groupe d'éleveurs d'aller plus loin sont exprimées en cours d'année et ne peuvent donc apparaître dans les prévisions des CSR et obligent l'ITA à offrir ces services à même son budget.

4.3 La problématique

De tout ce qui précède, il ressort que le problème le plus important est le fait d'être tenu en dehors du circuit normal de consultation et de décision puisque les instituts ne sont pas reconnus officiellement comme organismes d'enseignement par la DGEA. Les activités de formation offertes dans les instituts de technologie agricole étant portées au crédit des commissions scolaires, le nom des ITA ne figure donc nulle part. A titre d'exemple, lors du colloque d'information et de consultation de la DGEA, à l'intention des gestionnaires des services de l'éducation des adultes dans les institutions d'enseignement impliquées et de leur professionnel responsable de la formation agricole, tenu les 29 et 30 octobre dernier, et dont les objectifs principaux étaient de planifier l'avenir de cet enseignement, les deux instituts de technologie agricole n'ont pas été invités à y participer.

Les objectifs du colloque étaient de:

- Faire connaître les objectifs, les intentions et les projets d'intervention de la DGEA concernant la formation professionnelle agricole.
- Recevoir de la part des gestionnaires et des professionnels des institutions impliquées, des informations et des commentaires relativement à leur expérience en formation professionnelle agricole et à leur vision des choses dans ce secteur.
- Echanger sur les intentions et les projets d'intervention à privilégier de la part de la DGEA et des institutions d'enseignement en tant que partenaires.
- Dégager des intentions et des projets communs par rapport à la formation professionnelle agricole aux adultes pour les trois prochaines années.

Pourtant ce sont les deux institutions qui ont le plus de ressources humaines et physiques dans le domaine de l'enseignement agricole et para-agricole et que déjà elles desservent annuellement une clientèle d'environ 1 500 adultes. Ce qui signifie qu'elles ne sont pas informées comme les autres organismes d'enseignement qui dispensent de l'enseignement aux adultes, des nouvelles politiques, normes et directives qui touchent l'éducation des adultes.

Par exemple, elles ne connaissent pas le plan de développement de la DGEA, les politiques et les normes budgétaires officielles et les budgets effectivement versés aux CSR pour les activités de formation dispensées par les instituts.

De plus, il faut comprendre qu'elles doivent se plier aux procédures administratives des CSR en plus d'avoir à rencontrer les exigences administratives du M.A.P.A.Q., des CEIC et de la CFP. Dans certains cas ces exigences sont difficilement conciliables.

A titre d'exemple, l'année financière des commissions scolaires s'étend du premier juillet au 30 juin, l'année financière du Ministère, du premier avril au 31 mars; l'année scolaire des ITA va de la mi-août à la mi-juin (comme dans les cegeps), compte tenu de la convention collective des professeurs¹.

1 Les professeurs des instituts font partie de l'unité d'accréditation du Syndicat des professeurs de l'Etat du Québec (SPEQ).

La convention collective SPEQ prévoit des taux de traitement à la période d'enseignement indentiques à ceux en vigueur dans le réseau collégial. Cependant, puisque officiellement les cours sont sous la juridiction de la CSR, les taux de rémunération à l'heure sont ceux en vigueur dans les commissions scolaires.

Pour l'année scolaire 1979-80 nous voyons dans le tableau ci-après les taux de traitement, à la période, payés pour les cours aux adultes financés via la CSR et ceux financés entièrement par le M.A.P.A.Q.

Taux horaire de formation payé aux professeurs pour l'année 1979-80

	<u>financé par la CSR</u>	<u>financé par le M.A.P.A.Q.</u>
16 ans et moins	16.20\$	26.00\$
17 et 18 ans	20.20	29.77
19 ans et plus	20.20	35.45

Cette situation commence à créer un problème de recrutement des personnes-ressources qui sont appelées à intervenir dans le cadre de l'enseignement aux adultes. Certaines personnes sont très réticentes à dispenser des cours aux taux de traitement offerts par la CSR.

Ajoutons que l'ITAA doit assurer la continuité de l'Ecole de Laiterie de la province de Québec. Selon la loi de l'Ecole de Laiterie et des Ecoles moyennes d'agriculture, cette institution est la seule à pouvoir décerner un certificat de compétence permettant au porteur d'être employé dans une fabrique ou industrie qui fait le traitement du lait et/ou des produits laitiers. Cette exigence est d'ailleurs confirmée par les articles 8 et 9 de la Loi des produits laitiers et succédanés.

Aussi l'ITAA a accepté que le cours Technique en industrie laitière (CTIL), d'une durée de 24 semaines, soit intégré au PFMC pour permettre aux candidats-adultes de recevoir des allocations de formation. De plus, même si le cours n'était pas intégré au PFMC, comme cela était avant 1967, il nous faudrait tout de même assurer cet enseignement, compte

tenu que l'ITAA doit assurer la continuité de l'Ecole de Laiterie de la province de Québec. Aucune autre institution au Québec ne dispose des équipements nécessaires pour offrir cet enseignement.

L'ITAA dispense aussi deux autres cours, dans le cadre du PFMC, qui donnent droit à un certificat qui accorde à son détenteur la possibilité d'obtenir un permis: le cours Ramassage du lait en vrac (d'une durée de huit jours) permet au candidat qui a réussi ses examens d'obtenir un certificat lui permettant de demander à la Régie des Marchés agricoles de lui octroyer un permis pour ramasser le lait à la ferme et le transporter à une usine laitière.

Le cours Opérateur d'autoclave dans les conserveries, d'une durée de cinq jours, permet à un individu d'obtenir un certificat. L'entreprise de conserverie qui désire exporter ses produits doit avoir à son emploi un opérateur d'autoclave qui détient un certificat de qualification, car le numéro de ce certificat doit apparaître sur le permis d'exportation. L'ITAA est l'une des trois institutions du Canada qui dispensent un tel programme, et elle est la seule dispensant ce programme en français.

Pour ces trois cours aux adultes, Technique en industrie laitière, Ramassage de lait en vrac, Opérateur d'autoclave dans les conserveries, l'ITAA doit continuer à offrir des enseignements, même si les cours n'étaient pas financés par le programme PFMC.

Cela s'est déjà produit, au printemps 1978, pour les deux derniers cours mentionnés qui ont été dispensés à nos frais à cause du retard dans le renouvellement de l'entente fédérale-provinciale relative au plan de formation.

Les instituts de technologie agricole sont des centres d'enseignement spécialisés dans le domaine agro-alimentaire et possèdent des ressources matérielles dans certains domaines qui ne sont disponibles dans aucune autre maison d'enseignement au Québec. Exemples: les usines

pilotes laitière et alimentaire, le laboratoire des sols, le centre piscicole, le centre équestre.

Les instituts, compte tenu des ressources humaines spécialisées et des facilités physiques et matérielles dont ils disposent, peuvent agir comme des centres spécialisés dans le développement de l'éducation des adultes dans les secteurs agricole et agro-alimentaire.

Soulignons que nous recevons parfois des demandes de l'extérieur de la province, comme celle que nous avons actuellement du ministère des Pêcheries du Nouveau-Brunswick qui sollicite l'ITAA de Saint-Hyacinthe pour aller offrir, en français, un cours d'opérateur d'autoclave dans les conserveries de l'Est du Nouveau-Brunswick. De même, l'ITA de La Pocatière a déjà offert, à un groupe d'élèves du Nouveau-Brunswick, un cours de perfectionnement de quinze jours sur l'élevage du porc et s'apprête à dispenser des cours sur l'élevage ovin.

Les instituts sont reconnus sur le plan international puisqu'ils reçoivent plusieurs missions de pays francophones et maintiennent des échanges, avec ces pays, relatifs aux activités de formation des adultes.

Vous comprendrez donc que dans la situation actuelle les activités offertes aux adultes sont de niveaux variables - secondaire, collégial ou indéterminé - et adaptées au besoin des clientèles. Ce n'est certes pas parce que les cours sont portés au crédit des CSR Yamaska et Pascal Taché qui sont des organismes d'enseignement de niveau secondaire qu'il faut croire que les activités de formation offertes par les instituts et les programmes sont de niveau secondaire. Par exemple, nous offrons des cours de formation initiale en apiculture à des débutants et dans ces cours on retrouve des avocats, ingénieurs, médecins, administrateurs, agriculteurs, etc... Est-ce que cela veut dire que le cours est du niveau deuxième cycle universitaire, nous ne le croyons pas. Cependant nous offrons aussi les cours de perfectionnement en apiculture à des apiculteurs professionnels. A quel niveau peut-on situer le cours?

Notre pensée à ce sujet se rapproche beaucoup plus de ceux qui croient que dans la formation professionnelle des adultes il est très difficile de parler de niveau. Cela n'exclut pas la possibilité d'offrir différentes filières conduisant à une certification revalorisante pour l'adulte et significative pour l'employeur.

Actuellement dans le secteur agricole les besoins de formation des adultes sont grands. En effet, une grande partie des producteurs agricoles qui sont en place n'ont pu bénéficier d'une formation professionnelle initiale. Toute la formation professionnelle acquise, ils l'ont prise dans le domaine de l'éducation des adultes, selon les modes d'intervention mentionnés précédemment.

Cependant, pour rencontrer ses objectifs de développement, le M.A.P.A.Q. devra investir beaucoup plus dans la formation professionnelle des agriculteurs et des futurs agriculteurs. Une étude faite par Sriliches¹ confirme que le degré d'instruction des agriculteurs s'associe de façon significative avec les principaux indices de changement. Plus le degré d'éducation de l'exploitant agricole est élevé; 1) plus grand est le nombre de changements qu'il a apportés dans les pratiques agricoles; 2) plus est élevée sa propension à l'innovation; 3) plus est élevée son évaluation de la superficie de terre qui lui sera nécessaire en 1980; 4) et plus est élevé son niveau de vie.

Actuellement, environ les deux tiers des jeunes s'établissent en agriculture sans avoir bénéficié d'une formation professionnelle initiale. Il faut donc que l'éducation des adultes offre des moyens à ces jeunes agriculteurs d'acquérir une qualification professionnelle pour être en mesure de devenir des agriculteurs compétents et plus productifs qui contribueront au développement de l'agriculture du Québec.

Présentement les institutions, du secteur régulier, qui dispensent des programmes de formation préparant la relève agricole combleront environ

1 Union des producteurs agricoles, L'Enseignement professionnel agricole au Québec, mémoire présenté à monsieur Jacques-Yvan Morin, Ministre de l'Éducation, juin 1977, pages 9 et 10.

un tiers du besoin annuel qui s'établit à environ 1200 candidats¹.

Il faut donc prévoir d'autres moyens pour assurer une formation initiale à environ 800 futurs agriculteurs qui n'ont pas reçu de formation professionnelle initiale avant de prendre en charge une entreprise agricole. Une très grande partie de ces 800 futurs agriculteurs sont des adultes. C'est vers cette clientèle cible que les efforts de formation devraient porter.

A ce sujet, la Direction de l'enseignement du M.A.P.A.Q. essaie depuis deux ans de mettre sur pied un programme de formation pour les agriculteurs basé sur l'apprentissage pratique à la ferme pour répondre aux besoins de cette clientèle cible. Un tel programme existe en Alberta: "Alberta Green Certificate farm training program"; il est supporté financièrement en partie par le Gouvernement Fédéral. Jusqu'à ce jour, la Direction de l'enseignement n'a pu mettre sur pied un tel programme car le nombre des intervenants a rendu impossible les ententes. C'est là une formule pédagogique qui répondrait à une attente certaine. Les besoins d'un agriculteur établi depuis quelques années ne sont pas les mêmes que ceux de son fils qui se prépare à prendre la relève. De plus, depuis quelques années, le mouvement de retour à la ferme a créé des besoins chez une clientèle qu'il faut desservir. Pour les uns, des cours à temps complet sont nécessaires et souhaités, pour les autres, leur occupation ne permet de participer qu'à des cours à temps partiel. D'autres formules, telle l'organisation de cliniques en milieu dans diverses régions, peuvent être des moyens additionnels de répondre à des besoins spécifiques identifiés dans des groupes de producteurs.

De plus, il nous faut continuer à assurer des services de perfectionnement - formation sur mesure - afin que nos industries puissent continuer à améliorer leur productivité et demeurer concurrentielles avec celles des autres provinces et pays. Compte tenu qu'actuellement les instituts ne reçoivent pas les argents reliés à la gestion de la formation, au développement pédagogique et au soutien à la formation pour les activités

1 Deschênes, Lucie. Le Québec agricole - ses principales caractéristiques et une évaluation des besoins en relève agricole (condensé). Direction de l'enseignement collégial, MEQ. octobre 1979 - 15-3249.

offertes en collaboration avec les commissions scolaires, ils sont confinés à des cours qui ont déjà été donnés. Dans cette situation les instituts ne sont pas en mesure de répondre à de nouvelles commandes de cours qui leur sont formulées directement par des associations ou des industries.

CHAPITRE V

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

5.1 Recommandations

Relativement à la situation de l'éducation des adultes et plus particulièrement dans le domaine de la formation professionnelle, nous recommandons:

1. Qu'il n'y ait qu'une seule autorité en éducation des adultes qui puisse agir directement avec les organismes ou les institutions d'enseignement, c'est-à-dire sans intermédiaire. Cette autorité devra continuer à respecter les besoins qui sont différents selon les régions et les clientèles;
2. QUE les lois et règlements soient modifiés de façon telle que les deux institutions du M.A.P.A.Q. - ITAA de Saint-Hyacinthe et ITA de La Pocatière -, centres spécialisés, puissent intervenir directement, c'est-à-dire sans l'intermédiaire d'un "agent-payeur"; ce qui leur conférerait la liberté d'action et l'autonomie nécessaires à l'exercice d'un leadership en matière de formation agricole des adultes;
3. QUE les instituts de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et de La Pocatière soient reconnus comme centres de formation continue par l'entité administrative qui auront autorité en matière d'éducation des adultes;
4. QUE des mécanismes de coordination, à tous les niveaux, soient mis sur pied entre l'entité administrative qui aura autorité en éducation des adultes et le M.A.P.A.Q., de façon à ce que les efforts de formation des adultes dans le secteur agricole et agro-alimentaire soient établis en tenant compte des priorités de développement mises de l'avant par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère responsable du développement de ces secteurs;
5. QUE l'évaluation des besoins de formation soit la responsabilité des institutions et organismes d'enseignement en collaboration avec les

- représentants de la profession agricole et des autres clientèles du secteur agro-alimentaire;
6. QUE dans une même région, il y ait concertation de tous les intervenants présents dans la formation agricole et para-agricole - institutions ou organismes d'enseignement, groupes professionnels, associations, représentants des usagers - afin de maximiser l'utilisation de ressources et évitant ainsi la duplication des efforts;
 7. QUE toutes les activités pré-formation - orientation, service d'accueil, évaluation du dossier, inscription, etc. - soient confiées aux institutions ou organismes d'enseignement qui sont en mesure de remplir ce rôle;
 8. QUE l'entité administrative qui aura autorité en éducation des adultes, injecte des argents pour le développement de programme de formation qui permettent l'utilisation de formules andragogiques basées sur l'apprentissage pratique de l'agriculture.

5.2 Conclusion

Madame la Présidente, madame et messieurs les Commissaires, nous croyons que le contenu du présent mémoire vous démontre à quel point, lors de l'établissement d'une politique globale de formation professionnelle agricole aux adultes, on ne peut faire fi d'une tradition de plus d'un siècle en formation agricole des adultes. Nous considérons les instituts de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et de La Pocatière comme étant l'expression d'une action andragogique exercée par les agents du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation dans le domaine de la formation agricole. C'est pourquoi il nous importe que le rôle du M.A.P.A.Q. et des instituts soit reconnu à leur juste valeur dans le monde de l'éducation des adultes au Québec.

La Direction générale de l'Enseignement
Ministère de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation.

1980-11-05

- CONSEIL EXECUTIF, Extrait conforme d'un arrêté en conseil, décision 80-7 du 80-01-23.
- Hamelin Jean, Koby Yves, Histoire économique du Québec: 1831 à 1896, Montréal, Fides, 1971.
- Ministère de l'Agriculture de la Province de Québec, Rapport annuel, 1913.
- Jean Bruno, Les idéologies éducatives agricoles, (1860-1890) et l'origine de l'agronomie québécoise. Cahier de l'Institut supérieur des sciences humaines, Collection étude du Québec, no 7, Université Laval, 1977.
- Le journal Le Lien, déc. janv. 1929-30.
- Loi constituant la corporation des agronomes de la Province de Québec, 1942, article 39, 2ième paragraphe.
- Toupin Gustave, Evolution de l'action agronomique depuis 1912, 1949.
- Perron Marc-A., Un grand éducateur agricole, Edouard-A. Bernard, 1835-1898, Essai historique sur l'agriculture de 1760 à 1900, thèse présentée pour l'obtention d'un doctorat, Université Laval, 1955.
- INSTITUT CANADIEN D'EDUCATION DES ADULTES, Bulletin de liaison, volume 3, no 4, sept. 1979.
- INSTITUT CANADIEN D'EDUCATION DES ADULTES, texte présenté au 3ième congrès du Conseil International de l'éducation des adultes, 1979.
- Loi du Département de l'Agriculture et de la Colonisation, 50 vict., chap. 7, Québec 1887.
- Loi concernant l'établissement et le maintien d'une école de laiterie et d'écoles moyennes d'agriculture, George V, chap. 39, a.l. Québec 1921.
- Loi accordant un certain octroi pour promouvoir l'instruction agricole. George V, chap. 2, Québec 1929.
- Loi relative à l'enseignement agricole, George VI, chap. 3, Québec 1937.
- Loi refondue 1977, chap. E-1, loi sur l'Ecole de laiterie et les écoles moyennes d'agriculture.

BIBLIOGRAPHIE

- Formation d'un comité consultatif au niveau provincial pour l'élaboration des cours postsecondaires agricoles, DGEP, MEQ 26 octobre 1966.
- Rétrospective de la formation professionnelle agricole et des actions de la direction générale de l'Éducation des adultes (DGEA) depuis 1974 et les recommandations du comité consultatif, mars 1980.
- Entente 1967-68 entre le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et le ministère de l'Éducation sur les cours de formation professionnelle aux adultes, option agricole, organisés par les CSR, janvier 1968.
- Lévesque Yvon, Méthodologie utilisée au Québec pour l'enseignement aux adultes. (Conférence présentée au congrès de l'Institut canadien d'éducation des adultes tenu à Ottawa en février 1976).
- Rapport des activités de la direction de l'Enseignement pour l'année 1979-80.
- Conseil supérieur de l'Éducation, La jungle administrative du programme de formation professionnelle des adultes, document inédit, 7 décembre 1978.
- Deschênes Lucie, Le Québec agricole - ses principales caractéristiques et une évaluation des besoins en relève agricole (condensé). Direction de l'enseignement collégial, MEQ, octobre 1979 - 15 - 3249.
- Union des producteurs agricoles, L'enseignement professionnel agricole au Québec, mémoire présenté à monsieur Jacques-Yvan Morin, Ministre de l'Éducation, juin 1977.

Liste des cours spéciaux offerts aux adultes durant l'année 1979-80
par les instituts de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et de
La Pocatière.

<u>Titre</u>	<u>Durée</u>	<u>Nombre d'étudiants</u>
Art floral A-1	169 jours	15
Art floral B-3	30 "	15
Art floral B-2	123 "	15
Horticulture fondamentale (I.F.)	25 "	15
Horticulture fondamentale (Pass.)	30 "	20
Horticulture ornementale	10 "	20
Gas des horticulture ornementale	5 "	20
Horticulture (en tour)	20 "	25
Floriculture	10 "	15
Travaux de lait en vue	5 "	100
Technique en industrie laitière	120 "	25
Gestion des troupeaux laitiers	3 "	20
Mécaniciens de machines agricoles "A"	50 "	15
Mécaniciens de machines agricoles "B"	50 "	15
Apiculture "A"	5 "	170
Apiculture "B"	10 "	40
Apiculture "C"	10 "	60
Opérateur d'autoclave	5 "	20
Mériculture	1 "	20
Vacher	50 "	10
Production laitière	10 "	20
Fievage au moulin	1 "	100
Pisciculture	2 "	25
Comptabilité opérationnelle	3 "	40
Génie rural	10 "	15
Aquiculture	5 "	20

Liste des cours offerts aux adultes à l'institut de technologie agricole et alimentaire de Saint-Hyacinthe de 1963 à 1981.

Titre des cours par ordre chronologique	Année de début	Nombre d'adultes qui ont suivi le cours depuis cette date
Ramassage du lait en vrac	1963	2065
Jardinier-fleuriste	1968	275
Jardinier-paysagiste	1968	295
Gestion de gazon	1969	164
Cours aux inspecteurs de la santé publique	1969	29
Apiculture "A" (débutant)	1970	610
Apiculture "B" (perfectionnement)	1971	263
Technique en industrie laitière (CTIL)	1972	284
Mécanicien de machines agricoles "A"	1972	135
Mécanicien de machines agricoles "B"	1973	119
Opérateur d'autoclave dans les conserveries	1974	282
Apiculture "C" (avancé)	1975	197
Préposé à la production (fieldman)	1977	23
Horticulture ornementale	1977	148
Horticulture (amateurs)	1978	75
Floriculture	1978	51
Aquiculture	1978	577
Fleuriste (art floral) A-1	1978	56
Gestion horticole ornementale	1978	68
Fleuriste (art floral) B-2	1979	43
Fleuriste (art floral) B-3	1979	44
Gestion et art floral avancé		
Perfectionnement des fleuristes professionnels	1979	240
Gestion des troupeaux laitiers	1979	32
Gestion financière horticole	1980	60

Horticulture (amateurs) plantes d'intérieur	1980	30
Production ovine	1980	35
Comptabilité de gestion agricole	1980	70
Perfectionnement des inspecteurs de produits carnés, laitiers et végétaux	1980	30
Perfectionnement des inspecteurs de lait en vrac	1980	32
Horticulture (amateurs) plantes d'extérieur	1981	30
Organisation d'une entreprise horticole	1981	20
Initiation à l'informatique	1981	30
Gestion financière agricole	1981	30
Nutrition animale	1981	25
		<hr/>
	Total	6467

Liste des cours offerts aux adultes à l'institut de technologie agricole de La Pocatière de 1964 à 1981;

Titre des cours par ordre chronologique	Année de début	Nombre d'adultes qui ont suivi le cours depuis cette date
Pommes de terre	1964	282
Elevage ovin	1965	284
Embellissement du milieu rural	1965	33
Plantes fourragères	1966	14
Machinisme agricole	1968	270
Horticulture légumière	1968	40
Bovins laitiers (production laitière)	1968	437
Construction de ferme	1968	60
Production herbagère	1968	237
Porcs	1968	160
Aviculture	1968	92
Sols et fertilisants	1969	266
Bovins de boucherie	1970	138
Gestion II (agricole)	1970	34
Alimentation	1970	177
Protection des plantes	1970	140
Acériculture	1970	99
Apiculture	1970	344
Aménagement rural	1971	56
Amélioration du bétail laitier	1971	160
Commercialisation	1971	99
Financement et impôt	1972	60
Vacher	1976	62
Sylviculture	1976	19
Contrôle des eaux	1976	40
Co-exploitation agricole	1976	40

Maïs-ensilage	1976	20
Production céréalière	1976	38
Maïs-grain	1977	20
Chèvres	1977	20
Comptabilité opérationnelle	1979	40
Pisciculture	1979	425
Génie rural (clinique)	1979	15
Aménagement des abords de la maison	1979	<u>20</u>
	Total	4241

Liste des cours spéciaux offerts aux adultes durant l'année 1979-80
par les instituts de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et de
La Pocatière.

<u>Titre</u>	<u>Nombre d'étudiants</u>
Art Floral A-1	15
Art floral B-3	15
Art floral B-2	15
Horticulture fondamentale (J.F.)	15
Horticulture fondamentale (Pays.)	20
Horticulture ornementale	40
Gestion horticole ornementale	40
Horticulture (amateur)	45
Floriculture	15
Ramassage du lait en vrac	100
Technique en industrie laitière	20
Gestion des troupeaux laitiers	20
Mécaniciens de machines agricoles "A"	15
Mécaniciens de machines agricoles "B"	15
Apiculture "A"	170
Apiculture "B"	49
Apiculture "C"	60
Opérateur d'autoclave	20
Acériculture	20
Vacher	10
Production laitière	20
Elevage du mouton	100
Pisciculture	425
Comptabilité opérationnelle	40
Génie rural	15
Aquiculture	204
	<hr/>
	1523

Liste des cours aux adultes prévus, pour l'année 1980-81, aux instituts de technologie agricole de Saint-Hyacinthe et de La Pocatière.

<u>Titre des cours</u>	<u>Nombre d'adultes</u>
Ramassage du lait en vrac (4 cours)	80
Technique en industrie laitière (CTIL)	20
Opérateur d'autoclave	30
Perfectionnement des inspecteurs de produits carnés, laitiers et végétaux	15
Perfectionnement des inspecteurs de lait en vrac	15
Apiculture "A" (débutant) 2 cours	40
Apiculture "B" (perfectionnement)	22
Apiculture "C" (avancé) 2 cours	60
Aquiculture	140
Gestion des troupeaux laitiers	20
Mécanicien de machines agricoles "A"	15
Mécanicien de machines agricoles "B"	15
Jardinier-fleuriste	17
Jardinier-paysagiste	25
Horticulture ornementale (2 cours)	40
Gestion financière horticole (3 cours)	60
Fleuriste (art floral) A-1 débutant (2 cours)	32
Fleuriste (art floral) B-2 perfectionnement	15
Fleuriste (art floral) B-3 gestion et art floral avancé	15
Horticulture (amateurs) plantes d'intérieur (formation socio-culturelle) 2 cours	30
Horticulture (amateurs) plantes d'extérieur (formation socio-culturelle) 2 cours	30
Perfectionnement en floriculture de serres	28
Perfectionnement des fleuristes professionnels	80
Production ovine 2 cours	35
Organisation d'une entreprise horticole	20

Comptabilité de gestion agricole 2 cours	70
Initiation à l'informatique	30
Gestion financière agricole	30
Nutrition animale	25
Vachers	22
Acériculture	20
	<hr/>
Total	1096